

Beaucoup de gens de tous les âges m'ont répété que cet accord assurerait un meilleur avenir à leur famille. Un de mes électeurs a situé l'accord de libre-échange dans son contexte quand il a dit: «J'ai vécu la dépression des années 1930 qui a été causée par les barrières douanières et je ne veux pas que mes petits-enfants connaissent la même chose». Le premier ministre provincial devrait en prendre note.

* * *

LA RÉFORME FISCALE

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES—ON DEMANDE D'IMPOSER UN IMPÔT MINIMUM

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, le ministre des Finances (M. Wilson) dit souvent qu'il est prêt à étudier toutes les suggestions du comité des finances concernant la réforme fiscale. Il semble maintenant que la réforme est loin d'imposer un impôt minimum aux banques et aux institutions financières. Le ministre semble apparemment frappé d'une cécité temporaire devant ce genre de recommandation.

Après tout, aurions-nous pu attendre autre chose d'un ministre des Finances qui, sous prétexte de réforme fiscale, permet à 60 000 sociétés qui font des bénéfices de ne pas payer d'impôt? Il semble satisfait d'un régime fiscal où un caissier paie plus d'impôt que la banque pour laquelle il travaille.

Comment le ministre et le gouvernement peuvent-ils oser prétendre qu'on a ramené la justice et l'équité dans le régime fiscal quand des milliers de sociétés qui font des bénéfices continuent de ne pas payer un sou d'impôt? Il nous faut un impôt minimum sur les sociétés pour garantir que les grandes banques, les grandes compagnies d'assurance et les grandes sociétés de fiducie paient leur juste part d'impôt.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA QUESTION NATIONALE

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, en tant que membre du comité permanent qui étudie l'accord de libre-échange, je tiens à dire que nous avons passé plus de 160 heures à écouter les Canadiens nous faire part de leurs inquiétudes. Nous allons entendre 20 témoins de plus ces prochains jours, et nous voyagerons bientôt d'un bout à l'autre du Canada pendant deux semaines.

Actuellement, on fait beaucoup trop de déclarations passionnées à propos de cette question qui laissent croire que le gouvernement conservateur s'oppose au reste du Canada. Il n'en est rien. C'est une question nationale qui concerne tous les Canadiens. Si on se reporte aux derniers résultats des sondages, 48 p. 100 des libéraux se sont prononcés en faveur du libre-échange, alors que 41 p. 100 des néo-démocrates et 46 p. 100 des syndicalistes interrogés étaient en faveur du principe de libre-échange.

Plutôt que de présenter des arguments sectaires ou idéologiques, n'est-il pas temps que nous nous décidions en tant que

Article 21 du Règlement

Canadiens à maintenir l'indépendance de notre pays, à favoriser la création d'emplois et une économie forte, ce qui est précisément ce que cet accord économique s'efforce d'accomplir?

Voici ce que disait M. Donald Macdonald: «un renforcement du protectionnisme ne ferait que rabaisser le niveau de vie des Canadiens et n'apporterait que des avantages industriels très limités. Pour améliorer le niveau de vie des Canadiens, il faut que notre pays devienne concurrentiel à l'échelle internationale.»

* * *

● (1410)

LE LOGEMENT

ON DEMANDE DE L'AIDE POUR LES SANS-ABRI

Mme Thérèse Killens (Saint-Michel—Ahuntsic): Monsieur le Président, je voudrais faire figurer au compte-rendu une lettre que j'ai reçue de la Coalition pour le développement de Windsor. Elle est signée par M. Gerry Campeau. On peut y lire:

Toutes mes félicitations pour votre prise de position énergique en faveur des sans-abri, par votre récent communiqué...

Combien de temps faudra-t-il au gouvernement pour qu'il se rende compte que les sans-abri constituent un problème grave?

En tant qu'organisme sans but lucratif qui fournit des logements principalement aux pauvres, on ne nous écoute pas.

Je voudrais qu'un plus grand nombre de députés se portent à notre défense, comme vous l'avez fait.

L'Année internationale de logements des sans-abri tire à sa fin. Le gouvernement ne s'est toujours pas intéressé au sort des sans-abri. Autrement dit, il n'a encore rien fait.

Je répète la question de M. Campeau, «Combien de temps faudra-t-il au gouvernement pour qu'il se rende compte que les sans-abri constituent un problème grave?»

Le gouvernement sait que les sans-abri n'ont pas de porte-parole. C'est pourquoi il passe ce problème sous silence. Je prie tous les députés des deux côtés de la Chambre de se faire les porte-parole des sans-abri. Je les exhorte à exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il intervienne rapidement.

* * *

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE

LES LIBÉRAUX ET LES SOCIALISTES

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, la politique permet, du moins temporairement, d'étranges cohabitations: le chef libéral qui se promène avec le chef socialiste pour faire campagne active contre le libre-échange. Le lieutenant québécois du parti libéral, le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau), renonce à sa collégialité séculaire avec les Bourassa, les Macdonald, le Conseil du patronat, les banquiers, les donneurs d'ouvrage, et il donne l'accolade au lieutenant socialiste de l'économie, le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy)... Curieuse alliance de la gauche canadienne où chacun est prêt à des compromis si suprenants qu'on se demande où se situent les idées de base!